

Brochure n° 3029 | Convention collective nationale

IDCC : 493 | **VINS, CIDRES, JUS DE FRUITS, SIROPS, SPIRITUEUX
ET LIQUEURS DE FRANCE**

Avenant n° 1 du 29 mars 2024

à l'accord du 9 octobre 2020
relatif au régime de prévoyance

NOR : ASET2450494M

IDCC : 493

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

CNVS,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FGTA FO ;

SNCEA CFE-CGC ;

FGA CFTD,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Les partenaires sociaux de la branche des industries et des commerces en gros des vins, cidres, spiritueux, sirops, jus de fruits et boissons diverses (IDCC 493) ont conclu le 9 octobre 2020 un accord instituant un régime obligatoire de prévoyance (incapacité, invalidité, décès) afin d'apporter aux salariés de la branche des garanties de base en la matière.

Concomitamment, un accord relatif à un régime de complémentaire frais de santé a également été conclu dans la branche des industries et des commerces en gros des vins, cidres, spiritueux, sirops, jus de fruits et boissons diverses.

Les partenaires sociaux rappellent l'importance de rendre la branche attractive en matière de protection sociale complémentaire à l'égard de l'ensemble des actuels et futurs collaborateurs, en leur assurant un accès aux garanties collectives définies par l'accord du 9 octobre 2020 modifié par le présent avenant, sans considération de leur âge ou de leur état de santé.

Les parties au présent avenant ont souhaité actualiser l'accord du 9 octobre 2020 relatif à un régime de prévoyance en apportant notamment les modifications nécessaires à sa mise en conformité avec l'évolution des dispositions légales et réglementaires et à sa bonne compréhension.

Elles ont par conséquent convenu d'apporter les modifications suivantes aux articles 3 et 5 de l'accord du 9 octobre 2020 susvisé.

Article 1^{er} | Modification de l'article 3 « Prestations du régime de prévoyance »

Article 1.1 | Modification de l'article 3.2.1 « Garantie incapacité temporaire totale de travail »

Le troisième paragraphe de l'article 3.2.1 est modifié comme suit :

« Ces indemnités journalières complémentaires seront versées à l'issue d'une période de franchise définie en nombre de jours d'arrêt de travail continu ou en relais et complément du maintien de salaire conventionnel, conformément à ce qui est mentionné dans le tableau figurant à l'article 3.3 du présent accord. »

Article 1.2 | Modification de l'article 3.3 « Niveaux de garanties du régime obligatoire conventionnel de base (ensemble du personnel) »

Au sein de l'article 3.3, les garanties minimales obligatoires visées dans le tableau ci-dessous sont modifiées comme suit :

Nature de la garantie	Pourcentage de la garantie
Incapacité de travail	
Franchise en cas d'ancienneté inférieure à un an	90 jours continus
Franchise en cas d'ancienneté égale ou supérieure à un an	En relais et complément du maintien de salaire prévu par la convention collective nationale (IDCC 493)
Montant (y compris indemnité journalière de sécurité sociale)	75 % du salaire brut de référence

Article 1.3 | Modification de l'article 3.4 « Niveaux de garanties du régime optionnel (ensemble du personnel) »

Le titre de l'article 3.4 est modifié comme suit : « Niveaux de garanties du régime optionnel n° 1 (ensemble du personnel) ».

Au sein de l'article 3.4, les garanties plus favorables optionnelles et visées dans le tableau ci-dessous sont modifiées comme suit (les garanties du régime optionnel sont proposées à titre indicatif et incluent celles du régime de base conventionnel) :

Nature de la garantie	Pourcentage de la garantie
Incapacité de travail	
Franchise en cas d'ancienneté inférieure à un an	90 jours continus
Franchise en cas d'ancienneté égale ou supérieure à un an	En relais et complément du maintien de salaire prévu par la convention collective nationale (IDCC 493)
Montant (y compris indemnité journalière de sécurité sociale)	80 % du salaire brut de référence

Article 1.4 | Ajout d'un article 3.5 intitulé « Niveaux de garanties du régime optionnel n° 2 (ensemble du personnel) »

« Dans le prolongement de l'article 3.4, à titre optionnel, afin d'orienter les entreprises du secteur qui souhaiteraient compléter les garanties du régime obligatoire conven-

tionnel de base au bénéfice de leurs salariés, les partenaires sociaux ont réfléchi aux garanties qui pourraient être améliorées afin de tenir compte des priorités fixées au sein de la branche en matière de prévoyance.

Dans ce contexte, une deuxième grille de garanties plus favorables optionnelles est proposée dans le tableau ci-dessous à titre indicatif (les garanties de ce régime optionnel n° incluent celles du régime de base conventionnel) :

Nature de la garantie	Pourcentage de la garantie
Incapacité de travail	
Franchise en cas d'ancienneté inférieure à un an	90 jours continus
Franchise en cas d'ancienneté égale ou supérieure à un an	En relais et complément du maintien de salaire prévu par la convention collective nationale (IDCC 493)
Montant (y compris indemnité journalière de sécurité sociale)	85 % du salaire brut de référence
Invalidité	
1 ^{re} catégorie (y compris rente de la sécurité sociale)	51 % du salaire brut de référence
2 ^e et 3 ^e catégorie (y compris rente de la sécurité sociale)	85 % du salaire brut de référence
Capital décès toutes causes	
Célibataire, veuf, divorcé ou séparé, sans enfant à charge	400 % du salaire annuel brut de référence
Marié, pacsé, concubin, sans enfant à charge	400 % du salaire annuel brut de référence
Tout salarié, avec un enfant à charge	400 % du salaire annuel brut de référence
Majoration par enfant à charge supplémentaire	100 % du salaire annuel brut de référence
Invalidité absolue et définitive	
	100 % du capital décès toutes causes versé par anticipation
Double effet	
	100 % du capital décès toutes causes
Allocation frais d'obsèques (salarié, conjoint, enfant)	
	150 % du plafond mensuel de la sécurité sociale (PMSS)
Rente de conjoint (rente viagère)	
	10 % du salaire annuel brut de référence
Rente éducation	
Jusqu'à 16 ans	10 % du salaire annuel brut de référence
De 16 à 18 ans	15 % du salaire annuel brut de référence
De 18 à 26 ans (si études ou assimilés)	20 % du salaire annuel brut de référence
Enfant invalide	Rente viagère
Rente de survie handicap (rente mensuelle viagère par enfant handicapé)	
	500 €

(Voir page suivante.)

Article 2 | Modification de l'article 5 « Conditions de suspension et de cessation des garanties »

Article 2.1 | Modification de l'article 5.1 « Suspension des garanties »

Afin de prendre en compte les modifications apportées par l'administration pour le bénéfice du traitement social de faveur du financement patronal de la prévoyance, en cas de suspension du contrat de travail, le troisième paragraphe de l'article 5.1 est modifié comme suit :

« Toutefois, en cas de suspension du contrat de travail donnant lieu à rémunération, indemnisation (maintien total ou partiel de salaire, y compris sous forme d'indemnités journalières complémentaires financées au moins pour partie par l'employeur) ou revenu de remplacement (exemples : allocation d'activité partielle, congés rémunérés par l'employeur tels que le congé de remplacement ou le congé de mobilité, etc.), les garanties sont maintenues moyennant le versement par l'employeur et le salarié des cotisations correspondantes. »

Article 3 | Durée, entrée en vigueur et effets

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il s'incorpore à l'accord de branche du 9 octobre 2020 relatif à un régime de prévoyance qu'il modifie.

À l'issue du délai prévu par l'article L. 2232-6 du code du travail pour l'exercice du droit d'opposition des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau de la branche non-signataires du présent accord, ce dernier entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2024 pour les employeurs membres ou adhérents des organisations signataires et pour les autres entreprises, le premier jour du mois civil suivant celui au cours duquel l'arrêté portant extension de ses dispositions aura été publié au *Journal officiel*.

Le présent avenant pourra faire l'objet d'une révision ou d'une dénonciation dans les formes et délais prévus par les stipulations conventionnelles en vigueur, notamment à l'article 8 de l'accord du 9 octobre 2020 que le présent avenant modifie, et dans le respect des dispositions légales.

Les dispositions du présent avenant sont applicables de façon indifférenciée aux entreprises relevant de la branche et concernent donc de façon identique les entreprises de moins de cinquante (50) salariés et de cinquante (50) salariés et plus, afin de garantir à l'ensemble des salariés de la branche une couverture uniforme, dont les garanties ont tenu compte lors de leur définition de la structure et de la taille des entreprises de la branche.

Article 4 | Dépôt, extension et publicité

Conformément aux articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le présent accord collectif est notifié et déposé en deux exemplaires, auprès des services centraux du ministre chargé du travail, dont une version sur support papier ainsi qu'une version sur support électronique, et remis au greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Les parties signataires conviennent d'en demander l'extension auprès du ministre chargé du travail, de la santé et des solidarités. En application de l'article L. 2231-5-1 du code du travail, le présent accord fera l'objet d'une publication sur la base de données nationale en ligne des accords collectifs.

Fait à Paris, le 29 mars 2024.

(Suivent les signatures.)